

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je comprends la passion qui a présidé à ce débat et je comprends aussi les limites que je dois m'imposer parce qu'il est tard mais aussi parce qu'il n'y a plus grand monde dans la salle et surtout que sur les neuf parlementaires qui sont intervenus, il y en a bien cinq qui ne sont plus là pour écouter la réponse de la Commission.

Mais, disais-je, je comprends la passion qui a présidé à la discussion de cette question qui est une question qui, comme on l'a justement fait remarquer, a « explosé » au cours de ces dernières années. Et si nous avons malheureusement, d'une part, assisté à une excessive prolifération des initiatives et au chevauchement des travaux de dizaines d'institutions internationales qui se sont occupées de cette question, et de centaines de congrès qui ont braqué les projecteurs de l'actualité sur différents aspects du problème, il faut, de l'autre, reconnaître que ce côté négatif a été largement compensé par le fait que l'opinion publique s'est rendue compte que l'on allait droit au désastre. Prenant conscience de ces dangers, certains pays, plus sensibilisés à ce problème, y ont porté remède, même si ce remède ne peut être considéré comme définitif tant que de vastes ensembles géographiques ne s'accorderont pas sur une action commune visant à éviter l'extension de la pollution. Faute d'une telle action commune, on ne peut parler d'une politique de protection de l'environnement.

Or, qu'a-t-on fait jusqu'à présent ? Dans plusieurs instances internationales, des recommandations ont été formulées. Certains États adhérents ont accepté ces recommandations, mais rares sont ceux où la pression de l'opinion publique a amené les gouvernements à adopter des décisions qui ont été appuyées et parfois sollicitées par les Parlements nationaux. Mais tout cela ne suffit pas, car comme on l'a rappelé, dans d'autres pays qui avaient pourtant approuvé ces recommandations et participé à ces débats — je citerai celui de Stockholm, comme étant le dernier en date —, les choses ne se sont en fait pas modifiées, au contraire même, puisque dans certains cas, elles ont été en s'aggravant.

Ce cadre étant tracé, Monsieur le Président, je voudrais parler de ce qui est arrivé dans les pays de la Communauté. Dans ces pays, il y a eu jusqu'à présent des actions isolées dans les secteurs dans lesquels les États membres estimaient devoir intervenir, et nous avons aussi eu une action sporadique de la Communauté en tant que telle. Divers articles des traités prévoient des dispositions dans le secteur hygiénico-sanitaire, des dispositions de protection et d'intervention. Se fondant sur de tels articles, la Com-

mission a présenté des propositions au Conseil pour lui demander instamment d'intervenir lorsque la nécessité s'en faisait sentir.

Il est tard, et je crois d'ailleurs déjà avoir exposé ce dont je viens de parler, à la commission compétente. Je pourrais citer une liste de décisions adoptées par la Commission dans les différents secteurs et je pourrais aussi indiquer combien peu nombreuses sont celles que le Conseil a reprises à son compte et combien, en revanche, il en reste encore sur sa table qui n'ont même pas encore été examinées.

Mais si jusqu'à présent, nous avons agi, disons en ordre dispersé, il me semble que l'élément politique important à souligner est l'intention de la Communauté de se donner maintenant une législation propre en la matière, de fixer des principes, de faire l'inventaire, comme l'un de vous l'a rappelé, et de lancer un nouveau type d'action permettant à tous les pays de la Communauté d'adopter des mesures communes et de les considérer comme des éléments de comparaison, de contact et de contrôle à l'égard des pays limitrophes, ou des pays qui peuvent en tout cas avoir intérêt à améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Tel est l'élément politique de fond sur lequel, je crois, le Parlement européen a bien fait de s'arrêter pour s'en féliciter. Cet élément est issu du sommet de Paris qui a fixé aux institutions communautaires un délai — le 31 juillet de cette année — pour définir les objectifs et les dates de réalisation d'un programme à suivre.

La Commission s'est acquittée de cette tâche, en se fondant sur des études précédentes, sur des engagements précédents et en présentant au Conseil un programme qui comprend, Monsieur Cifarelli, des priorités et des choix. Si dans son rapport, M. Jahn a dit que le Conseil doit indiquer des priorités, je crois qu'il l'a dit non pas parce que la Commission est restée en défaut, mais parce que le dernier mot en la matière revient au Conseil. Où en sont les choses à présent ? Nous en sommes au point que les 19 et 20 juillet le Conseil devra se réunir pour prendre une décision sur ce programme d'action. D'aucuns ont dit que ce programme est ambitieux, estimant que certaines mesures indiquées ne pourront être réalisées dans les deux ans qu'il couvre. D'autres, ce soir encore, ont prétendu que le programme était excessivement timide. Quant à moi, je voudrais dire que notre expérience nous permet d'affirmer que le programme que nous avons présenté est suffisamment réaliste, en ce sens que nous sommes certains de pouvoir dans les deux années qui viennent, mener à terme, au moyen des actes législatifs nécessaires, les actions que nous avons indiquées. En effet, les études sont suffisamment avancées et nous disposons des moyens juridiques pour pouvoir prendre les mesures qui s'imposent. Il est clair qu'il y a un autre secteur à explorer. Et cela ne dépend pas de la Communauté

**Scarascia Mugnozza**

si à ce jour il ne l'a été — même si dans certains pays avancés les études sont en cours — car innombrables sont les produits qui chaque année sont mis sur le marché, et avant de savoir jusqu'à quel point ces produits sont effectivement nuisibles pour la santé, il faut une période au cours de laquelle les hommes deviennent des cobayes naturels de telles situations.

Quoi qu'il en soit, les 19 et 20 juillet, se tiendra le Conseil de ministres et je pense qu'il approuvera le programme de la Commission. Si je me hasarde à faire ce pronostic, c'est parce que le travail des groupes d'experts m'a permis de constater que l'accord est déjà réalisé sur 90 % des indications de la Commission. Il ne reste plus que certains points politiques, importants il est vrai, qui sont actuellement examinés, mais j'espère qu'ils pourront être facilement résolus.

Voilà donc où en sont les choses, Mesdames et Messieurs. Nous verrons, après que le Conseil aura approuvé le programme, ce qu'il conviendra de faire. Je puis vous dire que pour ce qui concerne les points du programme sur lesquels l'accord s'est déjà fait il y a quelque temps au niveau des experts, nous sommes en train de préparer les directives, car nous ne voulons pas perdre une seule minute, et je suis convaincu que si le programme est adopté en juillet, vous recevrez, encore avant l'automne, les premières directives d'application. Évidemment, il appartiendra ensuite au Parlement d'exprimer son avis et au Conseil de prendre les décisions nécessaires. Mais tout comme aujourd'hui nous vous avons informé de la suite que la Commission a entendu ou entend donner aux avis et aux vœux du Parlement européen, nous vous indiquerons à l'avenir, en travaillant en contact étroit avec la commission compétente du Parlement, les points sur lesquels nous aurons progressé et, dans le cas contraire, les raisons pour lesquelles il ne nous aura pas été possible d'aller de l'avant.

Il s'agit donc d'un programme réaliste que nous comptons pouvoir appliquer dans les deux prochaines années. Mais j'ai aujourd'hui entendu dire d'autres choses sur lesquelles je suis parfaitement d'accord. Lorsque l'on parle d'écologie, de défense de milieu, il ne faut pas oublier l'éducation. Je dirais même qu'il ne faut pas oublier la bonne éducation, car il est clair que nous devons commencer dès l'école ce programme d'instruction qui doit faire comprendre aux futurs hommes tout le mal qu'ils peuvent se faire à eux-mêmes et à la nature. Il s'agit bien, en effet, de bonne éducation, car trop souvent l'on pollue en raison d'une certaine forme de mauvaise éducation qui malheureusement est depuis quelque temps en train de s'établir chez nous et qui se traduit, en termes chrétiens, par un manque de respect pour le prochain. Par conséquent, les problèmes de l'environnement gagnent parfois en gravité lorsque cette forme d'éducation fait défaut. Je tiens à dire que les initiatives de la Commission prévoient égale-

ment cette action de promotion et d'éducation que nous voulons appliquer dans tous les secteurs.

Il y a donc l'information. Il faut faire connaître ces faits, il faut faire en sorte que les citoyens prennent conscience de la situation dans laquelle ils vivent et dans laquelle ils viendront à se trouver demain si la situation continue à évoluer de la même façon.

Vient ensuite le problème économique. Il est clair — je l'ai déjà dit devant la commission parlementaire — que nous ne pouvons interpréter le concept de qui pollue paie dans le sens qu'une fois payée l'amende, on pourrait continuer à polluer. Ce n'est évidemment pas cela du tout, puisque l'on vise au contraire à empêcher la pollution. Il est clair que nous devons accorder une attention particulière à l'agriculture. M. Baas en a parlé longuement. Il est vrai que l'on emploie en agriculture des substances toxiques qui pénètrent dans notre organisme. Dans ce secteur aussi nous devons intervenir. Mais plus encore qu'économique, le problème est de caractère humain. Ce n'est pas un hasard, Mesdames et Messieurs, si on a prévu dans le cadre de la direction « Environnement », une division « Consommateurs », en entendant par consommateurs les citoyens de l'Europe qui doivent être au centre de notre intérêt.

Les observations qui ont été formulées de plusieurs parts revêtent à mes yeux une grande importance et je puis vous assurer que j'en tiendrai compte dans mon travail. D'autre part, je suis convaincu que nous maintiendrons d'étroits contacts avec la commission. Les indications que m'a fournies le président Della Briotta, au cours notamment des entretiens privés que nous avons eus, ont pour moi une très grande valeur, mais je crois que le Parlement européen se doit de reconnaître que si le sommet de Paris a voulu donner une orientation nouvelle — et ce n'est pas par hasard qu'une telle orientation de dimension européenne est arrivée au moment où l'Europe s'élargissait — cette orientation a directement été accueillie par la Commission qui l'a faite sienne.

Nous désirons que cette Europe devienne de plus en plus l'Europe des citoyens européens dans laquelle ceux-ci se sentent protégés et aient la possibilité de participer à la gestion de cette protection et à la vie démocratique de cette Europe à laquelle ils ne peuvent se sentir étrangers.

Monsieur le Président, j'en ai presque terminé. Je désire cependant encore remercier tous ceux qui sont intervenus dans le débat et surtout M. Jahn qui dans des conditions extrêmement difficiles, et alors qu'il disposait de très peu de temps, est parvenu à présenter au Parlement européen un aperçu complet de la situation.

Je tiens également à exprimer l'espoir — je l'ai déjà dit — que le travail fructueux que nous avons entrepris voici quelques mois pourra se poursuivre par l'adoption de directives et de règlements qui permet-

**Scarascia Mugnozza**

tront au citoyen européen de prendre conscience du fait que son avenir et sa santé sont assurés à travers les institutions communautaires.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Nous voici arrivés à la fin de ce débat extrêmement important. Nous passons au vote de la proposition de résolution. Il s'agit d'une résolution très étoffée et il est vraiment dommage que nous devions la voter en bloc, mais nous n'avons pas le choix.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

Je tiens à remercier chaleureusement, à mon tour, M. Della Briotta, président de la commission de la santé publique et de l'environnement, pour le travail qu'il a accompli. Je remercie également le rapporteur. Nous espérons que le Conseil prendra ses responsabilités aussi rapidement et avec autant d'efficacité.

Je remercie le personnel, qui nous a apporté sa collaboration jusqu'à cette heure si tardive.

(\*) JO n° C 62 du 31 juillet 1973, p. 16.

**25. Ordre du jour de la prochaine séance**

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, mercredi 4 juillet 1973, avec l'ordre du jour suivant :

*de 10 h à 13 h, de 15 h à 19 h et éventuellement à 21 h :*

- Rapport de M. Kirk sur la coopération et les contacts entre le Parlement européen et le Parlement de Chypre ;
- Rapport de M. de la Malène sur la préparation des négociations dans le cadre du GATT ;
- Rapport de M. Fellermaier sur la visite du Président des États-Unis d'Amérique en Europe ;
- Rapport intérimaire de M. Spénale sur le renforcement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen ;
- Rapport de Sir Brandon Rhys Williams sur le développement de l'Union économique et monétaire.

La séance est levée.

*(La séance est levée à 20 h 35)*